

Pour une société « d'égalité et de liberté », nous soutenons les Iranien·nes

Tribune publiée sur mediapart.fr

jeudi 1er juin 2023, par [Collectif de signataires](#), [Organisations indépendantes syndicales et civiles d'Iran](#) (Date de rédaction antérieure : 31 mai 2023).

Sommaire

- [Déclaration parvenue d'Iran](#)
- [Les signataires de la tribune](#)

« Seul le peuple iranien est capable d'établir les éléments fondateurs d'une société nouvelle et moderne » : en écho à une déclaration signée par vingt organisations impliquées dans le soulèvement populaire en Iran, un large collectif d'universitaires, de syndicalistes et de militants internationaux manifeste son soutien à cette proposition d'alternative. (Mediapart)

Nous exprimons notre soutien à la déclaration parue en Iran le 15 février (reproduite ci-dessous).

Cette déclaration émane de 20 organisations de terrain impliquées dans le soulèvement actuel : syndicats indépendants du pouvoir, associations de défense des droits des salarié.es, associations de femmes, de retraité.es, d'étudiant.es et des droits humains. Cette déclaration ne se limite pas à dénoncer la répression sanglante et le despotisme religieux (ou non-religieux d'hier). Elle propose simultanément une ébauche d'alternative.

— Déclaration parvenue d'Iran

Femme, Vie, Liberté : Déclaration des revendications minimales des organisations indépendantes syndicales et civiles d'Iran (1)

Peuple iranien épris de justice et de liberté,

En ce quarante-quatrième anniversaire de la révolution de 1979, les fondements économiques, politiques et sociaux du pays sont pris dans un tel tourbillon de crises et de décomposition qu'aucune perspective n'est envisageable dans le cadre du système politique actuel.

C'est pourquoi depuis cinq mois le peuple opprimé d'Iran - notamment les femmes, et les jeunes épris.es de liberté et d'égalité - ont transformé les rues des villes de tout le pays en une arène historique et décisive du combat pour mettre fin à la situation inhumaine actuelle. Et cela au péril de leur vie étant donnée la répression sanglante de l'État.

Les femmes, les étudiant·es, les enseignant·es, les ouvriers·ères, celles et ceux qui demandent justice (familles et proches des prisonnier·es et prisonniers politiques ou des mort·es dans les manifestations), artistes, queers, écrivain·es, opprimé·es de toutes les régions d'Iran (du Kurdistan au Sistan et Baloutchistan), ont levé le drapeau des protestations fondamentales contre la misogynie, l'exclusion sexiste, l'interminable insécurité économique, l'esclavage de la force de travail, la pauvreté, l'oppression de classe, l'oppression nationale et religieuse. C'est une révolution contre les maux de notre société que le despotisme religieux ou non-religieux nous impose depuis plus d'un siècle. Les femmes et hommes qui luttent en Iran reçoivent un soutien international sans précédent.

Les protestations profondes actuelles sont issues des grands mouvements sociaux modernes, ainsi que du soulèvement d'une génération. Celle-ci n'a plus peur. Elle veut mettre fin à un siècle d'arriération et relever le défi de construire une société moderne de bien-être et de liberté.

Après deux grandes révolutions dans l'histoire contemporaine d'Iran, les grands mouvements sociaux pionniers - mouvement ouvrier, mouvement des enseignant·es et retraité·es, mouvement égalitaire des femmes, des étudiantes et des jeunes, mouvement contre la peine de mort... - veulent changer la structure politique, économique et sociale du pays en intervenant en masse et partir d'en bas.

C'est pourquoi ce mouvement veut mettre fin, une fois pour toute, à l'existence d'un pouvoir d'en haut. Il veut commencer une révolution sociale, moderne et humaine pour l'émancipation du peuple de toute forme d'oppression, d'exclusion, d'exploitation et de dictature.

Nous, les organisations syndicales et civiles signataires de la présente déclaration, sommes attachées à l'unité et la construction de liens entre mouvements sociaux et revendicatifs, ainsi qu'à la lutte contre la situation inhumaine et destructrice actuelle.

Nous considérons que les revendications minimales ci-dessous sont les exigences fondamentales des protestations de fond du peuple d'Iran. Elles préfigurent les bases de l'établissement d'une société nouvelle, moderne et humaine.

Seul le peuple iranien est capable d'établir les éléments fondateurs d'une société nouvelle et moderne. Nous demandons à tous les êtres humains épris de justice, dont le cœur bat pour la liberté, l'égalité et l'émancipation de lever l'étendard de ces revendications de l'usine à l'université, des écoles aux quartiers, et partout dans le monde :

1. Libération immédiate et sans condition de tous les prisonniers/ières politiques. Fin de la criminalisation des activités politiques, syndicales et civiles. Jugement public des commanditaires et agents de la répression des protestations populaires ;
2. Liberté sans restriction d'opinion, d'expression, de pensée et de la presse. Liberté de constituer, au niveau local et national, des organisations politiques, syndicales et associatives. Liberté de rassemblement, de grève, de manifestation. Liberté des réseaux sociaux et médias audiovisuels ;
3. Abolition immédiate de la peine de mort, de la loi du talion. Interdiction de toute sorte de torture physique et psychologique ;
4. Etablissement immédiat de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Et cela dans tous les domaines politique, économique, social, culturel, familial. Abolition immédiate de toutes les lois et formes d'exclusion en raison des appartenances sexuelles, reconnaissance de la communauté LGBTQ+. Décriminalisation de toutes les tendances et appartenances sexuelles. Respect inconditionnel des droits des femmes sur leur corps et leur destin, interdiction du contrôle

patriarcal ;

5. Non-intervention de la religion dans les lois politiques, économiques, sociales et culturelles : la religion est une affaire personnelle ;

6. Renforcement de la sécurité sur les lieux de travail, protection de l'emploi. Hausse immédiate des salaires des ouvriers·ères, enseignant·es, fonctionnaires et de tous les actifs·ves et retraités·es. Présence, et intervention de représentant·es élu·es d'organisations nationales indépendantes. Conclusion d'accords par ces derniers.

7. Suppression des lois basées sur l'exclusion, l'oppression nationale, et l'oppression religieuse. Création d'institutions adéquates pour soutenir et répartir égalitairement les moyens publics nécessaires au progrès culturel et artistiques dans toutes les régions d'Iran. Mise en place de façon égalitaire des moyens nécessaires à l'apprentissage et l'enseignement de toutes les langues existantes dans le pays ;

8. Suppression des organes de répression existants. Limitation des prérogatives de l'État. Intervention directe et permanente de tous et toutes dans l'administration des affaires du pays par le biais de conseils locaux et nationaux. Le pouvoir de révoquer à tout moment tout responsable national ou local, devrait être un droit fondamental des électeurs et électrices.

9. Confiscation des richesses et actifs du peuple iranien accaparés, directement ou indirectement, par toute personne, entité légale, institution gouvernementales, semi-gouvernementale et privée. Le montant des confiscations doit être utilisé immédiatement pour la modernisation et la refondation de l'éducation nationale, le financement des caisses de retraites, l'écologie, ainsi que pour les besoins des populations des régions d'Iran ayant beaucoup souffert sous les deux régimes islamique et monarchique ;

10. En finir avec la destruction de l'environnement. Mise en œuvre d'une politique systématique de reconstruction des structures écologiques détruites depuis un siècle. Retour à la propriété publique de tous les espaces naturels ayant été privatisés, dont les pâturages, les plages, les forêts et les montagnes ;

11. Interdiction du travail des enfants et garanties pour leur vie quotidienne et leur éducation, indépendamment de la situation économique et sociale de leurs familles. Création d'assurances chômage et d'une sécurité sociale fortes pour toutes les personnes en capacité de travailler ou non. Gratuité de l'éducation et du système de santé pour toutes et tous ;

12. Normalisation des relations extérieures au plus haut niveau avec tous les pays du monde. Celles-ci doivent être basées sur des relations justes et le respect réciproque. Interdire les armes atomiques et œuvrer pour la paix mondiale.

Nous pensons que les revendications de base ci-dessus sont réalisables immédiatement, étant donné les ressources actuelles et potentielles du pays, l'existence d'une population consciencieuse et capable, ainsi que d'une jeunesse aspirant à une vie décente, gaie et libre.

Ces revendications correspondent aux principes fondamentaux des signataires. Il est évident que la poursuite de la lutte et de la solidarité nous permettra d'apporter plus de précisions.

Les signataires iraniens

Conseil de coordination des associations syndicales des enseignant.es d'Iran

Union libre des ouvriers·ères d'Iran

Union des associations étudiantes unitaires

Association de défense des droits humains

Syndicat des ouvriers/ères de la canne à sucre Haft-Tapeh

Conseil d'organisation des protestations des salarié·es non - contractuel·les du secteur pétrolier

Maison des enseignant·es d'Iran

Éveil féminin

Voix des femmes d'Iran

Voix indépendante des ouvriers métallurgistes du groupe national de l'aciérie d'Ahvaz

Association de défenseurs/es des droits des salarié.es

Association syndicale des ouvriers électriciens et métallurgistes de Kermanschah

Comité de coordination pour l'aide à la constitution des syndicats ouvriers

Union des retraité·es

- Conseil des retraité·es d'Iran

Association des étudiant·es progressistes

Conseil des élèves libres-penseurs d'Iran

Syndicat des ouvriers peintres en bâtiment de la province de l'Alborz

Comité de soutien à la fondation de syndicats ouvriers d'Iran

Conseil des retraité·es de la Sécurité sociale

Texte original en persan (15 février 2023) : http://www.iran-echo.com/echo_pdf/charte_fa.pdf

Les signataires de la tribune de soutien publiée sur mediapart.fr

ATTAC - CEDETIM - CGT - ENSEMBLE - ESSF - FSU - MRAP - NPA - PEPS - SSTI - UNION SYNDICALE SOLIDAIRES - UNSA - COBAS SARDEGNA (Italie) - CSP Conlutas (Brésil) - CUB (Italie) - FREIE ARBEITER UNION (Allemagne) - LABOURNET GERMANY (Allemagne) - PALESTINIAN POSTAL SERVICE WORKERS UNION (Palestine) - SYNTRASEH (Bénin) - RSISL

Nicole ABRAVANEL, historienne, membre de la section EHESS de la LDH,

Gilbert ACHCAR, universitaire (Grande-Bretagne),

Basile ACKERMANN, Union Départementale CGT 93, CGT Educ 93,

Moshiur Rahman AKASH, secrétaire général de Ghani Welfare Foundation (Bangladesh),

Badrul ALAM, président de Bangladesh Krishok Federation (Bangladesh),

Keemrul ALAM, Revolutionary Youth Association (Bangladesh),

Sylvain ALIAS, commission internationale de l'Union syndicale Solidaires,
Alain ALPHON-LAYRE, ancien secrétaire confédéral de la CGT,
Sophie ALSIBAI, médecin Inspecteur de Santé Publique ARS Grand-Est (UNSA),
Marcelo AMENDOLA, secrétaire général de la CUB (Italie),
Ségolène AMIOT, députée LFI-NUPES,
Shamim ARA, président de la Bangladesh National Workers Federation (Bangladesh),
Béhrouz AREFI, Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI),
Sylvie AUDIN, employée de commerce CGT,
Joël AVIRAGNET, député (PS) de la Haute-Garonne,
Baharane Sultan BAHAR, président de la Jagobangla Sramic Federation (Bangladesh),
Etienne BALIBAR, professeur émérite, Université de Paris-Nanterre,
Ludivine BANTIGNY, historienne,
Alain BARON, commission internationale de l'Union syndicale Solidaires,
Elodie BECAM, Union Départementale CGT 27,
Hosne Ara BEGUM, président de Bangladesh Floating Woman Labor Union (Bangladesh),
Olivier BESANCENOT, ancien candidat à l'élection présidentielle,
Mel BIENENFELD, membre de « Tempest Collective » (USA),
Sophie BINET, secrétaire générale de la CGT,
Sultan Ahmed BISWAS, dirigeant de Progotisheel Krishok Sangram Parishad (Bangladesh),
Kazi BOHAN, président de Bangladesh Rural Intellectual Front (Bangladesh),
Alexandra BOJANIC, co-animatrice du secteur international de la FSU,
Mariano BONA, militant associatif et syndical (38),
Jérôme BONNARD, secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires,
Claire BORNAIS, secrétariat national de la FSU,
Milan BRGLEZ, membre du Parlement européen (Slovénie),
Rachel BRISHOUAL, secrétaire nationale de l'UNSA, secteurs Europe/International/Logement,
Michel CAHEN, directeur de recherche émérite du CNRS à Sciences Po Bordeaux, historien de la colonisation,
Claude CALAME, historien, directeur d'études EHESS,
Nadine CASTELLANI LABRANCHE, UD 13 Marseille,
CGT-Education, Recherche, Culture, directrice de publication Educ'action,
CGT-FAPT, activités postales et de télécommunications,
Magali CHAILLEUX, CGT Nantes Transports Urbains,
Jacky CHATAIGNER, commission internationale de l'Union syndicale Solidaires,
Lou CHESNE, porte-parole d'ATTAC,
Nara CLADERA, co-secrétaire fédérale de SUD Education (Solidaires),
Réseau syndical international de solidarité et de luttes,
Herbert CLAROS, secrétaire aux relations internationales de CSP-Conlutas (Brésil),
Chrystelle COLOMBAN, CGT Maison de retraite St Just St Rambert (Loire),
Philippe CORCUFF, professeur de science politique à Sciences Po Lyon,
Cristel COSTE, CGT Centre Hospitalier Roanne (Loire),
Pierre COUTAZ, syndicaliste CGT - Conseiller confédéral du secteur international,
Christian DANDRES, avocat, député au parlement suisse (Suisse),
Jean-Claude DAVAT, UNSA Grand Annecy et Villes membres,
Randy DAVID, Professeur émérite, Université des Philippines (Philippines),
Guislaine DAVID, co-secrétaire générale et porte-parole FSU-SNUipp,
Cybèle DAVID, secrétaire nationale de l'Union syndicale Solidaires,
Christophe DENARIE, secrétaire générale UNSA Aix-les-bains,
Antoine DETAINE, militant du NPA,
Xavier DORLAND, ingénieur INP, UNSA,
Mojca DRČAR MURKO, ancienne députée européenne (Slovénie) ,

Bernard DREANO, président du CEDETIM,
Arnaud DUCHATEAU, militant CGT Montigny-en-Gohelle (62),
Simon DUTEIL, co-délégué général de l'Union syndicale Solidaires,
Steve EARLY, journaliste, écrivain et syndicaliste de la New Guild/CWA (USA),
Sabine ENDERS, militante d'Attac,
Didier EPSZTAJN, animateur du blog « entre les lignes entre les mots » (France),
Laurent ESCURE, secrétaire général de l'UNSA,
Béhrouz FARAHANY, Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI),
Samuel FARBER, professeur émérite de Science politique, City University of New York (USA),
Patrick FARBIASZ, Pour une Ecologie Populaire et Sociale (PEPS),
Jacques FATH, chercheur indépendant, spécialiste des relations internationales,
Nejat FEROUSE, conseiller confédéral de la CGT,
Pierre FIALA, universitaire,
Roland FICHET, militant de l'Union syndicale Solidaires Haute-Savoie,
Julien FONTÉ, secrétaire général du SNUTER-FSU, secrétariat national de la FSU,
Jacqueline FRANCISCO, secrétaire générale du SNPESPJJ-FSU, secrétariat national de la FSU,
Samuel R. FRIEDMAN, chercheur en santé publique, poète (USA),
Régis FRUTIER, CGT La Vie Ouvrière,
Frank GAUDICHAUD, historien, Université Toulouse Jean Jaurès,
Sigrid GERARDIN, co-secrétaire générale du SNUEP-FSU, secrétariat national de la FSU,
Abdul GHANI, président de Building Construction Workers Union (Bangladesh),
Paolo GILARDI, syndicat des services publics (Suisse),
Nayla GLAISE, Eurocadres (Belgique),
Suzanne GORDON, journaliste et écrivaine, co-fondatrice du Veterans Healthcare Policy, membre du syndicat News Guild/CWA (USA),
Murielle GUILBERT, co-déléguée générale de l'Union syndicale Solidaires,
Nawel HADJADJ, délégué syndical CGT ADP Gsi,
Philippe HOGRAINDLEUR, CGT FAPT (poste et télécommunications) Belfort (90),
Yves HOLLINGER, postier retraité, syndicaliste SUD PTT,
Motahar HOSSAIN, président de Gano Chhaya Sanskritic Kendro (Bangladesh),
Aaron JAFFE, professeur associé de philosophie à la Juilliard School, co-éditeur de Spectre (USA),
Bruno JAFFRÉ Bruno, animateur du site thomassankara.net,
Claire JOBIN, sociologue (Suisse),
Stéphane JULIEN, syndicaliste, revue La Révolution prolétarienne,
Shamsunnahar KHAN DOLI, président de Bangladesh Kishani Sabha (Bangladesh),
Zayed Iqbal KHAN, secrétaire général de Bangladesh Krishok Federation (Bangladesh),
Babak KIA, Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI)
Amir KIANPOUR, doctorant en philosophie, membre du comité de rédaction de radio Zamaneh,
Omoli KISKU, président de Bangladesh Adivasi Samity (Bangladesh),
Aurore KOEHLIN, sociologue, militante féministe et anticapitaliste,
Zbigniew Marcin KOWALEWSKI, chercheur et éditeur (Pologne),
Daniel KUPFERSTEIN, réalisateur,
Dan LA BOTZ, co-éditeur de New Politics (USA),
Patrick LABRUE, secrétaire régional UNSA ferroviaire APC Poitou-Charente,
Dharmasiri LANKAPELI, Peoples Socialist Forum (Sri Lanka),
Patrick LAURENCEAU, NPA,
Séverine LAURENT, secrétaire de l'Union Départementale UNSA des Deux-Sèvres (79),
Renée LE MIGNOT, présidente honoraire du MRAP,
Kevin LE TETOUR, co-secrétaire fédéral de Sud-Education,
Frederic LEBARON, sociologue à l'ENS Paris-Saclay, président de l'association Savoir / Agir,
Frederic LEPLAT, Anticapitalist Resistance (Angleterre et Pays de Galle),

Patrick LESCURE, Union départementale CGT 30,
Christelle LEVY, secrétaire générale CGT Mines-Energie,
Sonja LOKAR, spécialiste freelance internationale des questions de genre (Slovénie),
Michael LOWY, directeur de recherche émérite au CNRS (France),
Christian MAHIEUX, syndicaliste SUD-Rail (Union syndicale Solidaires), Réseau syndical international de solidarité et de luttes,
Chowra MAKAREMI, anthropologue, chargée de recherche, CNRS-EHESS-Iris,
Arnaud MALAISÉ, secrétariat national de la FSU,
Jan MALEWSKI, rédacteur de la revue Inprecor,
Patrick MARGATE, militant communiste pour la solidarité entre les peuples,
Paul MARTIAL, rédacteur d'Afriques en lutte,
Caroline MECARY, avocate,
Moir MENSION, NPA,
Roland MERIEUX, membre de l'équipe d'animation nationale d'Ensemble,
Henri MERMET, commission internationale d'Ensemble,
Nathalie METCHE, CGT Mairie de Toulouse, Services Publics,
Suhrawardy MIAH, président de Bangladesh Bakolight Labor Union (Bangladesh),
Arnaud MOCQUELET, CGT RATP,
Gilles MONDON, secrétaire national UNSA,
Robi MORDER, juriste et politologue,
Elisabeth ORNAGO, Union départementale CGT 92,
Jaime, PASTOR, politologue, revue Viento Sur (Etat espagnol),
Lucien PERPETTE, syndicaliste retraité (Belgique, Slovénie),
Elsa PETIT HASSAN, NPA,
Alice PICARD, porte-parole ATTAC,
Claudine PICQUART, retraitée CGT,
Boris PLAZZI, secrétaire confédéral CGT en charge des salaires, `,
Charles POST, sociologue, City University of New York, membre du comité éditorial de Spectre (USA),
Christine POUPIN, porte-parole du NPA,
Philippe POUTOU, porte-parole du NPA,
Stefania, PREZIOSO BATOU, députée au Conseil National, Ensemble à gauche (Suisse),
Matteo PRONZINI, député au Grand conseil du Tessin (Suisse),
Christèle RISSEL, SDEN (Educ'action) 56 Lorient,
Philippe ROBERT, AIA (Atelier Industriel de l'Aéronautique) Clermont Ferrand, FNST (Fédération des transports),
Gilbert RONAN, CGT Nantes - Transports Urbains FNST,
Marie-Noëlle ROUSSE, secrétaire nationale UNSA (Union Nationale des Syndicats Autonomes),
Pierre ROUSSET, animateur d'Europe solidaire sans frontières (ESSF),
Henri SAINT JEAN, militant associatif,
Abdus SALAM, Bangladesh Floating Labor Union (Bangladesh),
Sara SALEMI, Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI),
Pauline SALINGUE, porte-parole du NPA,
Catherine SAMARY, chercheuse en économie politique, membre du conseil scientifique d'Attac,
Saleha Islam SANTONA, président de Motherland Garment Workers Federation (Bangladesh),
Bernard SARLANDIE, CGT-Ferc (Fédération de l'Education, de la Recherche et de la Culture), Le Haillan (33),
François SAUTEREY, co-président du MRAP,
Jakob SCHÄFER, syndicaliste (Allemagne),
Houshang SEPEHR, Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI),
Nedjib SIDI MOUSSA, auteur et enseignant,

Cécile SILHOUETTE, militante d'Ensemble,
Milena ŠMIT, diplomate (Slovénie),
Ashley SMITH, membre du magazine Tempest Collective (USA),
Syndicat CGT Atlantic, SCPRO La Roche-sur-Yon, Vendée,
Claude SZATAN, Cedetim,
Tania TANCELIN, Union Syndicale Départementale CGT 84,
Stéphane TASSEL, SNESUP-FSU, secrétariat national de la FSU,
Imad, TEMIZA, secrétaire de Palestinian Postal Service Workers Union (Palestine),
Benoît TESTE secrétaire général de la FSU,
Kudroti Khoda TOTAN, président de Bangladesh Sramic Federation (Bangladesh),
Catherine TRAN-PHUNG-CAU, Bureau Union Confédérale des Retraités CGT,
Enzo TRAVERSO, historien,
Charles-André UDRY, rédacteur du site alencontre.org (Suisse),
URIF-UNSA, Union régionale Ile-de-France de l'Union nationale des syndicats autonomes,
Roseline VACHETTA, ancienne députée européenne,
Pierre VANDEVOORDE, militant de la solidarité avec les prisonniers du PAC et des CDF en Syrie,
Christian VARIN, syndicaliste, militant de la solidarité internationale,
Béatrice VAUTHERIN, universitaire,
Sophie VÉNÉTITAY, secrétaire générale du SNES-FSU, secrétariat national de la FSU,
Antoine VIGOT, co-animateur du secteur international de la FSU,
Nicolas WALLET, co-secrétaire général de la FSU-SNUIPP, secrétariat national de la FSU,
Mag WOMPEL, LabourNet Germany (Allemagne),
Youlie YAKAMOTO, porte-parole d'ATTAC,
Karen YAMANAKA, Japan Revolutionary Communist League (Japon),
Lovely YASMIN, président de la Bangladesh Ready-made Garments Federation (Bangladesh).

Notes :

1. Anglais http://www.iran-echo.com/echo_pdf/charte_en.pdf
Farsi http://www.iran-echo.com/echo_pdf/charte_fa.pdf
Allemand http://www.iran-echo.com/echo_pdf/charte_al.pdf

P.-S.

<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/310523/pour-une-societe-degalite-et-de-liberte-nous-soutenons-les-iranien-nes>

Peu après sa publication en Iran, une traduction en français en avait été mise en ligne sur ESSF
<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article65717>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>